

**ARRETE N° 14748**

**INTERDISANT LA CIRCULATION RUE DU BUISSON  
JOYEUX ET RUE SUCHET, le 15 janvier 2024 de  
08h00 à 12h00.**

VU la demande en date du 04 janvier 2024 par laquelle la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France (DRIEA) – 1-9 rue Eugène Varlin – 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour l'abattage d'arbres, le 15 janvier 2024 entre 08h00 et 12h00.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU l'ordonnance Générale de Police du 1<sup>er</sup> juin 1969,  
VU le Code de la Voirie Routière,  
VU le Code de la Route.

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1° – Le 15 janvier 2024 entre 08h00 et 12h00 :**

- **La circulation sera interdite** sauf aux véhicules de secours et aux riverains **rue Suchet et rue du Buisson Joyeux.**

**ARTICLE 2° –** Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance aux extrémités de cette section.

**ARTICLE 3° –** L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers sur le trottoir **avec mise en place d'hommes trafic.**

**ARTICLE 4° –** La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place la **Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France (DRIEA) – 1-9 rue Eugène Varlin – 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE** et devra être déposée dès la fin de l'intervention.

**ARTICLE 5° –** La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).

**ARTICLE 6° –** La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l'imposent, afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique. Elle devra être posée dans le sens de la circulation.

La signalisation temporaire doit pouvoir informer l'utilisateur, influencer son comportement, lui imposer éventuellement certaines restrictions justifiées.

En particulier la signalisation doit être enlevée dès lors qu'ont disparu les motifs ayant conduit à l'implanter. Des contrôles fréquents sont indispensables.

**ARTICLE 7°** – Le permissionnaire veillera à ne pas bloquer les bateaux ni les entrées piétonnes des habitations.

**ARTICLE 8°** - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

**ARTICLE 9°** - Le permissionnaire s'engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s'ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

**ARTICLE 10°** – Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R417-10p du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3.

**ARTICLE 11°** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 12°** - Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 13°** - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 04 janvier 2024.

**Marie France PARRAIN**  
Maire de Maisons-Alfort  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne



Maire,  
Directeur Général des Services

Olivier SOLER

MIS EN LIGNE LE 05/01/2024